

Ce que nous avons entendu

Apprendre à connaître les collectivités et leurs pêches

- Les participants représentent huit collectivités membres dans des domaines d'intérêt commun, notamment les pêches, l'habitat et la gestion des ressources aquatiques.
 - Cette alliance de Nations a travaillé fort au cours des deux dernières décennies pour rétablir les populations de saumon sur son territoire. Ce travail comprend la mise en œuvre d'initiatives de restauration et de réintroduction du saumon dans les lacs et les rivières, le rétablissement de l'habitat du poisson et l'administration de leur propre écloserie. *« L'écloserie représente une étape critique de l'initiative de restauration de notre Nation et fait partie d'un programme à long terme pour restaurer l'aire de répartition historique du saumon rouge. »*
 - Le financement du programme de réintroduction provenait de fonds publics américains. Ce programme est dirigé par la Nation, en partenariat avec Pêches et Océans Canada et le ministère des Forêts, des Terres, de l'Exploitation des ressources naturelles et du Développement rural de la Colombie-Britannique.
 - Les activités connexes sont financées en partie par BC Hydro, l'Habitat Conservation Trust Foundation et la Fondation du saumon du Pacifique.

Comprendre les besoins alimentaires, sociaux et rituels

« Nous devons parler de la façon dont les communautés indigènes peuvent à nouveau nourrir leurs familles. »

- Grâce au programme de réintroduction et de restauration, les collectivités peuvent de nouveau pêcher à des fins alimentaires, sociales et rituelles. *« Dans les bonnes années, nous avons aussi eu une pêche commerciale à petite échelle. »*
 - Les collectivités lancent un « appel » aux membres de la collectivité et aux aînés pour qu'ils se procurent du poisson lorsqu'il y en a. *« La communauté a fait savoir combien elle apprécie cela. »*
 - Elles organisent également un festin de saumon pour les membres, afin d'honorer et de respecter la pêche, et des ateliers pour enseigner aux jeunes comment nettoyer et conserver le poisson. *« Les gens parlent de nouveau de faire sécher le poisson. »*

Comprendre les composantes techniques des ententes

« Tout notre financement est fragmentaire. Le financement de projets individuels ne constitue pas une méthode de gestion autochtone. »

- Les participants avaient commencé par conclure une entente de programme dans le cadre de la Canadian Columbia River Inter-Tribal Fisheries Commission, mais ils ont

négocié leur propre entente en 1997, et elle a, depuis, été reconduite chaque année.
« *L'intention initiale reste la même.* »

- L'entente permet de financer des évaluations des stocks de saumon quinnat et de saumon rouge, la rédaction de propositions visant la restauration de l'habitat, des réunions de mobilisation liées à la mise en valeur du poisson et une certaine surveillance des prises et des pêches. « *Il y a une entente à long terme pour l'écloserie.* »
- Les collectivités participent également à d'autres activités techniques qui ne sont pas financées par la Stratégie relative aux pêches autochtones. Elles effectuent, par exemple, des activités d'éducation et de sensibilisation « poisson dans la salle de classe » dans 13 écoles locales.
- Les participants signalent que le financement et l'ampleur des activités du programme ne répondent pas aux besoins des collectivités.
 - L'un d'eux n'était pas certain du montant du financement de base utilisé pour appuyer les postes. « *Nous avons 48 personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche et chaque année, nous cherchons des fonds pour pouvoir continuer à les employer.* »
 - Un autre a déclaré que le financement du programme servait surtout à rédiger des propositions de mise en valeur de l'habitat, et qu'une petite partie des fonds servait à organiser une journée de surveillance des prises.
- Les participants veulent des ressources pour mieux gérer et utiliser les données. « *Il n'y a pas de boucle de rétroaction : nous aimerions examiner les données que nous recueillons, donner de la rétroaction aux collectivités et obtenir leur avis à ce sujet.* » Ils veulent aussi qu'on établisse plus de liens entre les programmes et les priorités en matière d'espèces en péril pour les saumons quinnat et arc-en-ciel, ainsi que pour d'autres questions relatives à la gestion des ressources naturelles (faune et terres), afin de pouvoir aborder l'écosystème dans son ensemble. « *Nos écosystèmes sont à haut risque, et tout essaie de coexister en un seul endroit.* »
 - La gestion de l'eau fait partie de ces priorités. « *En ce moment, la gestion de l'eau consiste à prendre l'eau, pas à la conserver. Les gens de notre région ont perdu des possibilités économiques parce que l'eau est destinée aux agriculteurs, qui l'utilisent pour irriguer leurs champs.* »

Cogestion

« *L'une de nos forces est notre volonté de collaborer.* »

- Les participants s'intéressent au financement de programmes particuliers visant à renforcer la capacité de cogestion et de mise en application de la loi dans les collectivités, notamment par la formation. « *Trois bandes s'intéressent à la mise en application des règlements de pêche. Le MPO n'est absolument pas présent dans notre région.* »
 - Les participants soulignent également la nécessité d'adopter un processus décisionnel partagé, fondé sur les données recueillies et partagées avec le Ministère. « *Nos renseignements doivent aboutir à une prise de décision partagée.* »

Comprendre les relations

« Nos relations ont été constantes. La planification de la relève du Ministère a permis de maintenir des relations solides. »

- Les participants disent avoir de bonnes relations techniques avec Pêches et Océans Canada. Ils se réunissent trois fois par an, en personne, avec le Secteur des sciences et tiennent régulièrement des conférences téléphoniques tout au long de l'année. Ils ont aussi certaines interactions avec le personnel de Conservation et Protection qui communique avec les collectivités avant de se rendre dans les régions. *« Ils sont ouverts à recevoir des techniciens de terrain, et des membres de la bande les accompagnent. »*
 - Cependant, les participants ne rencontrent pas souvent les administrateurs du programme. *« Nous avons l'impression que le personnel de terrain nous protège de la bureaucratie. »*
- Les participants entretiennent de solides relations avec de nombreux autres groupes, bandes, organisations non gouvernementales et ordres de gouvernement, y compris aux États-Unis. *« Au début, il y avait beaucoup d'obstacles pour faire passer l'argent de l'autre côté de la frontière, mais il y a de bonnes relations entre les peuples autochtones qui se trouvent des deux côtés de la frontière. »*
 - Ils ont également établi des relations avec les pêcheurs sportifs. *« Les pêcheurs sportifs ont maintenant le sentiment qu'ils ont la possibilité de pêcher grâce à [notre nation]. Lorsque nous avons commencé, il y avait de la méfiance, mais nous avons travaillé avec la BC Wildlife Federation et avec d'autres alliés non autochtones qui se sont portés garants de notre travail. »*
- Les participants veulent mieux sensibiliser la province et la collectivité en général à leur capacité d'accomplir le travail. *« Ils ne comprennent pas ce que nous pouvons faire et ils peuvent être condescendants. »*

Améliorer le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones

« Il doit y avoir un moyen de réunir les fonds provenant de ministères fédéraux différents. Nous présentons beaucoup de propositions. »

- Les participants ont énuméré un certain nombre de façons d'améliorer le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones, qui ont toutes trait au financement :
 - Renégocier les éléments de financement pour tenir compte des coûts de cogestion.
 - Financer les programmes en collaboration avec d'autres ministères fédéraux, comme Environnement et changements climatiques Canada et Parcs Canada.
 - Adapter le programme pour financer la gestion de l'écosystème, y compris pour atténuer les impacts du changement climatique sur l'habitat des poissons et les cours d'eau.
 - Financer les activités de renforcement des capacités dans le domaine des connaissances économiques traditionnelles. *« Nous donnons les détails du projet et demandons s'il y a des connaissances écologiques traditionnelles spécifiques relatives au projet. Nous avons besoin d'une orientation constante sur la façon dont ces connaissances peuvent être utilisées. »*

- L'un des participants souhaite qu'il y ait des ententes pluriannuelles. Un autre participant souhaite que les échanges de travail entre les Premières Nations et le secteur des Sciences de Pêches et Océans Canada fassent partie du programme. « *Nous aimerions qu'il y ait une réunion entre toutes les bandes de la région et le secteur des Sciences.* »
- Les participants souhaitent que le programme finance plus de formation sur le renforcement des capacités, comme la rédaction de propositions et la rédaction technique, la gestion de projets, ainsi que de la formation sur la sécurité des travailleurs, comme le sauvetage en eaux vives, les premiers soins, le SIMDUT et les hélicoptères. Ils veulent également que des gardes-pêche soient formés et employés dans chaque collectivité.

Évaluer les réussites

- Les participants mesurent le succès du programme à l'aide des indicateurs suivants :
 - Des remontées régulières pour la pêche à des fins alimentaires, sociales et rituelles et pour susciter des occasions économiques
 - Un habitat restauré
 - Le nombre d'employés
 - Le niveau d'engagement de la collectivité à l'égard du programme
 - Les ententes de cogestion